

Les coulisses

Par la rédaction

Tous à la «Grande Marché»! Où?

► **Quand la N-VA bruxelloise invite la presse pour lui dire tout le mal qu'elle pense de l'action du gouvernement Vervoort**, elle la convie à la «Grande Marché», en plein centre de la capitale. Vous ne connaissez pas? Eh bien, nous non plus... Cela dit, un rapide passage sur Google traduction nous a permis d'y voir plus clair. Car dans la langue de Vondel, la plus belle «Grand-Place» du monde – soyons chauvins – se nomme bien évidemment «Grote Markt». D'où cette (très) mauvaise traduction. Mais soyons de bon compte, le porte-parole des nationalistes flamands a rapidement constaté sa bévue et envoyé un erratum.

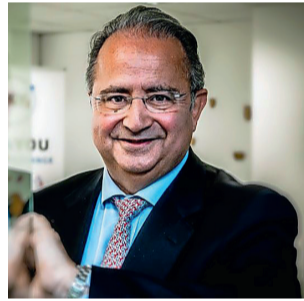
Une consultance gratuite «inhabituelle»

► **Où l'on reparle de l'Autorité de protection des données (APD)**... L'Inspection des Finances a passé au crible l'avant-projet de loi déposé par le secrétaire d'État **Mathieu Michel (MR)** en vue de réformer l'agence pour la protection de la vie privée. On rappelle que des problèmes de conflit d'intérêts y sont déplorés, la Commission européenne pointant un manque d'indépendance dans le chef de l'institution. Ce texte doit permettre de «renforcer les règles d'incompatibilité et de conflits d'intérêts pour les experts» amenés à travailler pour l'APD, lit-on dans les

immédiat, le cabinet de Mathieu Michel nous fait savoir que «suite à la remarque de l'Inspection des Finances», la KUL ne sera finalement pas sollicitée...

Ne dites pas à ma mère que je suis dans la crypto...

► **... elle pense que je suis pianiste dans un bordel.** **Marc Toledo**, le cofondateur de la plateforme belge d'échange de cryptoactifs **Bit4you**, ne manque pas d'humour. Pour le titre de son exposé devant l'Ecofin Club au



Cercle Royal Gaulois, il avait décidé de paraphraser **Jacques Séguéla** et son fameux «Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité... elle me croit pianiste dans un bordel». Celui qui est aussi directeur général de l'association professionnelle pour la promotion de la blockchain et des cryptoactifs sur le sol belge (BAX Belgium), n'est pas tombé dans la crypto dès son plus jeune âge. Né en 1966, il est surtout connu pour avoir créé la société Toledo Telecom, qui voulait devenir un acteur alternatif sur le marché des télécoms. En 2012, il a vendu ses parts à des investisseurs privés. Ensuite, il s'est associé à un jeune informaticien-programmeur, un «geek», **Sacha Vandamme**, pour créer Bit4you. Ceci aux côtés de l'entrepreneur **José Zurstrassen**, réputé pour avoir cofondé Skynet, Keytrade Bank ou MyMicroInvest (devenu Spreds). En 2018, la toute première transaction sur Bit4you a été réalisée par **Alexander De Croo** («himself»), qui était à l'époque vice-Premier et ministre de l'Agenda numérique.

Marc Toledo est persuadé que l'avenir sera marqué par la blockchain et les cryptos. Et si le bitcoin souffre actuellement sur les marchés, ayant perdu quelque 50% de sa valeur depuis novembre dernier, il tient à relativiser les choses. «La volatilité sur le bitcoin est effectivement importante. Mais si on regarde en arrière, depuis 2019 et 2020, la performance reste largement positive» dit-il. Au Cercle Gaulois, les plus jeunes dans l'assemblée acquiesçaient en souriant, les plus anciens faisant parfois la moue. Le bitcoin, l'ether et autres dogecoin n'ont pas fini de diviser l'opinion publique...



Bienvenue au «mercato» des banquiers privés

Il n'y a pas qu'en football que le marché des transferts, le mercato, est très actif. Il l'est aussi dans le domaine de la banque privée. L'été dernier, le gros transfert n'était autre que celui de **Frank Vranken** passé de Puilaetco (Quintet Private Bank) à Edmond de Rothschild en tant que «Chief Strategist». Le but poursuivi par Edmond de Rothschild est très clairement de se développer en Belgique, et plus particulièrement en Flandre. Frank Vranken a-t-il ouvert une brèche? Toujours est-il que l'on a appris que **Damien Ullens de Schooten**, de Puilaetco également, avait aussi rejoint les rangs du groupe Edmond de Rothschild en tant que «Chief Project Officer». De son côté, un ex-De-groef et Puilaetco, **Christophe Van Canneyt (photo)** a intégré CapitalatWork (Foyer Group) à Anvers en tant que «Senior Portfolio Manager». Van Canneyt avait occupé la fonction d'économiste en chef chez Puilaetco Dewaay Private Bankers, où il a également dirigé l'équipe macro du groupe KBL. **Michel Hubain** (Belfius) a quant à lui rejoint Rothschild & Co, «l'autre Rothschild» de l'avenue Louise. Bref, cela bouge beaucoup dans le secteur (une conséquence de la crise du covid?). Et on nous assure en coulisses que ce n'est sans doute pas terminé...

Qui a des nouvelles de Jack Ma?

Quand la Sécurité sociale cherche des poux à Alibaba...

Depuis plusieurs mois, les rumeurs les plus folles courent concernant Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, l'un des temples mondiaux de la vente en ligne. «Pourquoi le milliardaire fondateur d'Alibaba a-t-il disparu pendant trois mois?», se demandait la BBC en mars. «La chute de Jack Ma», titrait Le Temps un mois plus tard (au passage, posons-nous la question de savoir pourquoi le quotidien suisse n'en a pas fait autant pour la glissade du ministre-président wallon en gare de Mons, ce qui aurait pu donner ceci comme titre: «la chute d'Elio Di Rupo»). «Jack Ma, le magnat d'Alibaba devenu paria», titrait enfin Courrier International au cœur de l'été... Tant de craintes et de mystères sans doute résolus grâce à votre serviteur. Les réponses à ces questions se trouvaient en réalité au tribunal de l'entreprise. Tout récemment, la feuille de rôle épinglée à l'entrée de la salle A du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles reprenait la citation en faillite d'Alibaba par l'ONSS. Et voilà comment tout s'explique, Jack Ma cherchait juste à se planquer de la Sécurité sociale. Bon, renseignements pris, il s'avère que l'Alibaba visé par l'ONSS relève plus de l'exploitation d'un café à Molenbeek que du géant de l'internet chinois, mais un bref instant, on y a cru. Fausse alerte, mais nous resterons vigilants, chers lecteurs, pour vous fournir une information toujours vérifiée, constamment recoupée. À votre service.



documents officiels. L'Inspection des Finances (IF) n'expose pas d'objection majeure au texte, tout au plus relève-t-elle une «proposition inhabituelle»: l'annonce par le secrétaire d'État de soumettre son projet à l'avis de l'Institut van Overheid de la KUL à côté du traditionnel examen de la Cour des comptes. Cette mission serait délivrée à titre gratuit.

L'IF rappelle que ce type de démarche doit faire l'objet d'une information au Conseil des ministres «dans le respect de la loi sur les marchés publics.» «La gratuité n'est pas usuelle dans le cadre de tels dossiers», ajoute-t-elle. «Il conviendrait dès lors de vérifier si l'intervention de la KUL ne serait pas de nature à générer des conflits d'intérêts dans son chef ou dans celui de certains de ses membres.» Chassez le conflit d'intérêts, il reviendrait au galop? Effet